

Le pouvoir aux travailleurs

20 Septembre 1992

N° 8

PRIX: 50F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

PAGES

Editorial

*Face aux nouvelles mesures
d'austerité,
une riposte s'impose !*

Cote d'Ivoire:

Sitaf ou ASH : exploitation à l'américaine.....

3

*Des paysans chassés de leurs terres
et réduits à la famine.....*

4

*PIT: - un congrès extraordinaire pour
un avenir ordinaire des "chefs".....*

5

- un congrès tenu en bonne compagnie.....

6

Toujours des mensonges au sujet de l'armée.....

6 - 7

Renforcement de l'arsenal juridique.....

8

A propos de l'"actualité vue par..." Adiaffi.....

8 - 9

Une leçon de "démocratie" inachevée.....

9 - 10

Sénégal:

Casamance: une lutte pour le repartage du gâteau.....

11 - 12

*OMVS: à qui profiteront les travaux
qui ont coûté des milliards ?.....*

12 - 13

FACE AUX NOUVELLES MESURES D'AUSTERITE, UNE RIPOSTE S'IMPOSE !

A partir de la semaine prochaine, les transports pour les élèves et étudiants ne seront plus gratuits. Ceux-ci vont désormais payer leurs cartes de bus mensuelles à 3.000 F. C'est ce que vient de décider le gouvernement. Les internats dont bénéficient encore certains établissements secondaires sont également supprimés.

Cette mesure d'austérité qui vient de frapper les élèves et étudiants est purement et simplement une façon de renvoyer de l'école de nombreux enfants des pauvres. En effet, beaucoup de parents sont au chômage et même ceux qui ont le "privilège" d'avoir encore un emploi ont des salaires de famine. A chaque rentrée scolaire, les frais d'inscription et les fournitures scolaires leur posent des problèmes insurmontables. Il arrive même que certains élèves interrompent leurs études au beau milieu de l'année scolaire parce que leurs parents ne peuvent plus payer les frais de scolarité restants.

Dans une famille où il y a par exemple cinq enfants (et cela est une moyenne très raisonnable), les parents font d'énormes sacrifices pour qu'ils puissent tous aller à l'école. Dans ces conditions, comment on peut leur demander encore de consacrer la moitié de leurs salaires rien qu'au transport des enfants? Autant dire à leurs enfants de rester chez eux!

Dans cette période de crise, les riches et le gouvernement à leur service demandent toujours aux populations pauvres de faire des sacrifices. Le pouvoir d'achat de celles-ci baisse d'année en année alors que les prix des produits de consommation courante augmentent sans cesse. Par exemple, après l'augmentation des prix de l'eau courante et de l'électricité, il y a eu encore au début de cette année l'augmentation des prix de bus.

L'année dernière, le gouvernement a réduit de moitié les salaires des nouveaux enseignants avec l'application du "nouveau statut" de la Fonction publique, cette année nous sommes frappés par de nouvelles mesures d'austérité. Et ça va continuer, si nous ne réagissons pas, si nous ne nous défendons pas comme nous avons su le faire en février-mars 1990. Car le plan Alassane Ouattara n'est rien d'autre que le plan Koumoué que nous avons obligé le gouvernement à retirer en 1990.

L'Etat a besoin de l'argent? Qu'il le prenne donc sur le salaire des ministres et des hauts fonctionnaires! Qu'il le prenne donc sur ceux qui ont de l'argent! Il serait, bien sûr, naïf de croire qu'il le fera, simplement parce que cela serait plus juste que d'écarter de l'école des milliers d'enfants des pauvres, quitte à ce que les enfants des pauvres sombrent dans l'analphabétisme; quitte même à ce qu'ils crèvent de faim. Alors, ce n'est pas la peine de leur demander de la compréhension, ni de la pitié.

Ils ne nous feront pas de cadeau. Personne ne nous fera de cadeau. Mais nous pouvons nous faire craindre. Oui, c'est une question de rapport de force entre eux et nous, entre les riches qui nous gouvernent et nous, les travailleurs, qui les entretenons. Aujourd'hui, c'est le problème des transports scolaires. Demain, ce sera une autre mesure d'austérité. Tant qu'ils n'auront pas la crainte d'une explosion sociale, de grèves qui arrêtent la production, d'émeutes dans la rue qui les obligeront à fermer leurs belles banques et usines, leurs beaux bureaux, bref tout ce qui leur rapporte argent et profits, ils nous donneront des coups, encore et encore. Alors, c'est à nous, travailleurs des usines et bureaux, chômeurs, de nous préparer à rendre des coups.

SITAF DU ASH :
EXPLOITATION A
L'AMERICAINE

On se rappelle de la brusque fermeture de la SITAF et de la prise en charge du ramassage des ordures par la ville d'Abidjan. Aujourd'hui toute la presse annonce en grande pompe la naissance d'une nouvelle entreprise avec des "capitiaux 100% ivoiriens", et qui serait techniquement épaulée par une entreprise américaine spécialisée pour le ramassage des ordures. Les journalistes n'ont pas manqué de relever, avec beaucoup de fierté d'ailleurs, le fait que c'est cette même entreprise qui ramasse les ordures de Los Angeles.

Bizarrement aucune presse n'a révélé l'identité de ces capitiaux ivoiriens. Ne cache-t-on pas là quelques affaires louches? Ne serait-ce pas par hasard la SITAF qui aurait rouvert sous un autre nom après avoir mis à la porte tous les ouvriers pour en réembaucher de nouveaux moins rémunérés? Ou bien s'agit-il de capitiaux d'origine douteuse dans le genre de détournement de l'argent de l'Etat par un proche d'un membre du gouvernement et qui trouverait là un moyen de recycler cet argent dans les

ordures?

Quoi qu'il en soit, cette société vient d'"embaucher" plusieurs centaines de travailleurs pour travailler en trois-huit. Embaucher c'est vraiment une façon de parler puisque, tenez vous bien, aucun d'entre eux ne touchera un seul franc durant tout un mois de dur travail. En effet le patron leur a demandé de travailler gratuitement avec au bout juste une promesse: "ceux qui auront bien travaillé seront pris".

En plus, aucune tenue de travail, aucun outillage, rien n'est fourni aux travailleurs! A chacun de venir avec son balai! Même pour vider tous ces caniveaux boueux et pleins de déchets, qui longent certaines routes, c'est avec leurs mains nues, munies de bouts de bois, de bouts de cartons, ramassés sur place que les travailleurs sont obligés de faire le travail!

C'est scandaleux, n'est-ce pas? Non, c'est le capitalisme... à l'Américaine!

DES PAYSANS CHASSES DE LEURS TERRES
ET REDUITS A LA FAMINE

Un millier de familles paysannes, soit près de dix mille personnes, ont été récemment expulsées de façon arbitraire de leurs terres voisines du parc "national" de Taï. Pour bien montrer qu'il n'était pas question qu'elles se réinstallent dans cet endroit, les responsables des Eaux et Forêts de la région ont détruit leurs campements et toutes leurs plantations.

Ces paysans sont pour la plupart ceux qui étaient déjà "déguerpis" une première fois du lac de Kossou et à qui l'Etat a donné l'autorisation de s'installer là, près du parc de Taï. C'était en 1981. Et à l'époque, il n'était pas encore question de "zone de protection".

Donc depuis plus de dix ans, les paysans ont transformé une partie de cette région sauvage en un endroit cultivable et habitable. Ces terres leur appartiennent puisque c'est eux qui les cultivent. Et voilà que les autorités les chassent à nouveau de leurs terres et saccagent leurs champs. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés sans abri ni pain. Ils n'ont même pas droit à la moindre indemnité. Ils sont condamnés à la misère et à la mendicité.

Même à supposer qu'il leur reste encore de quoi vivre, comment faire dans les mois qui viennent puisqu'ils ne pourront plus récolter ce qu'ils ont semé. Et si dans le meilleur des cas, ils ont à nouveau la possibilité de travailler la terre pour

vivre, où ils vont trouver les semences? Comment survivre en attendant les prochaines récoltes?

Si les autorités voulaient que ces paysans meurent de faim, elles ne s'y prendraient pas autrement. Car leur acte est tout simplement criminel.

Il paraît que l'administration forestière leur aurait déjà dit de quitter les lieux avant novembre 1991. Mais même dans ce cas, il aurait fallu d'abord donner de nouvelles terres à ces paysans. Où l'administration voulait-elle qu'ils aillent s'installer? Et puis même si les paysans étaient recasés, pourquoi détruire leurs plantations -avant- et non pas après les récoltes, comme le voudrait le simple bon sens?

Si c'étaient des paysans riches, ils n'auraient certainement pas été traités avec autant de mépris et de cynisme. Mais dans cette affaire, il s'agit de petits paysans, et leur sort n'intéresse guère ceux qui nous gouvernent.

A la campagne, les dirigeants n'hésitent pas à chasser les pauvres de leurs terres, tout comme en ville ils prêtent volontiers main forte aux employeurs pour licencier des ouvriers.

Ce n'est certainement pas par hasard que les choses se passent ainsi. Les dirigeants

sont là pour servir les riches et non pour aider les pauvres. C'est pourquoi leur politique est toujours dirigée contre les pauvres. Les pauvres des villes

et des campagnes seront toujours exploités, écrasés et humiliés - tant que le pouvoir des possédants ne sera pas renversé.

**PIT: UN CONGRES EXTRAORDINAIRE
POUR UN AVENIR ORDINAIRE DES "CHEFS".**

A la fin du mois dernier, le PIT a tenu son congrès extraordinaire. A l'ordre du jour, il y avait essentiellement la question de la "fusion FPI-PIT". D'un côté, il y avait ceux qui, comme Laurent Akoun (un des dirigeants du PIT), étaient pour une fusion tout de suite. De l'autre, il y avait Francis Wodié et ses partisans qui étaient pour le "principe de fusion".

Ceux qui étaient pour la "fusion immédiate" accusaient les autres de l'accepter seulement "du bout des lèvres" pour mieux l'enterrer. Ils ont aussi accusé Wodié de vouloir s'imposer comme "dictateur" alors que, selon eux, la direction du PIT était "collégiale" jusqu'à la tenue du fameux congrès.

Alors, pour exprimer leur mécontentement ils ont claqué la porte du PIT tout en gardant un pied dedans. Ils se disent prêts à quitter le parti, s'ils ne sont pas satisfaits des résultats des négociations en cours avec leurs compères.

Mais contrairement à ce que les uns et les autres cherchent à faire croire, il n'y a aucune divergence politique entre eux. Ce qui les sépare relève tout simplement des ambitions bassement personnelles. Ils sont

tous d'accord sur le "principe" de constituer un front avec les partis dits de gauche, en particulier avec le FPI.

Seulement voilà, l'avenir politique de chacun des dirigeants du PIT n'est pas le même selon le rythme avec lequel une telle fusion se fera. En effet, Laurent Akoun et d'autres dirigeants du PIT qui ont été emprisonnés pendant plusieurs mois à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan) en même temps que l'autre Laurent (Gbagbo), se sont vraisemblablement entendus avec celui-ci pour que le FPI leur accorde une place à la hauteur de leurs ambitions, s'ils réussissaient à faire aboutir une fusion FPI-PIT. Si c'est le cas, il y va de leur intérêt que la fusion se réalise tout de suite.

Par contre, pour Wodié qui est le principal dirigeant du PIT, il est évidemment préférable de rester "chef" d'un parti - même petit, plutôt que de prendre le risque d'être un hypothétique sous-chef dans un parti plus grand. D'autant plus qu'un PIT actuellement faible (par rapport au FPI) ne lui permettra pas de négocier dans des conditions avantageuses. C'est pourquoi, il a tenu avant

tout à renforcer son parti. D'où ce slogan souvent entendu lors du congrès: "Un PIT fort".

Tous ces gens-là, les partisans de Wodié et leurs adversaires, se battent

uniquement pour leur avenir politique personnel. Mais bien entendu, cela ne les empêche pas de dire, à ceux qui veulent bien les croire, qu'ils luttent pour "le changement et la démocratie".

PIT:

UN CONGRES TENU EN BONNE COMPAGNIE

Lors du congrès extraordinaire du PIT, quelques "personnalités" étaient présentes, en bonne place. Ainsi, on a vu que le représentant de l'Ambassade des USA, le président de la FAO et le représentant du PDCI (qui est aussi vice-président de l'Assemblée nationale) par exemple, étaient là pour réhausser de leur "honorabile" présence le congrès.

Mais la participation de ces personnalités n'avait pas pour seul but de donner "une fière allure" au congrès, le PIT tenait

aussi à montrer, à la fois aux dirigeants ivoiriens et aux dirigeants des pays impérialistes, qu'il est un parti responsable et respectueux de l'ordre social des riches.

Donc en invitant à son congrès les représentants politiques de ceux-ci, il a tenu à rassurer les riches qu'ils peuvent compter sur lui quant à la défense de leurs intérêts. C'est d'ailleurs là un but que le PIT poursuit en commun avec le FPI.

**TOUJOURS DES MENSONGES
AU SUJET DE L'ARMEE.**

Les journalistes bourgeois (de l'opposition) écrivent dans leur presse que l'armée en Côte d'Ivoire est "une armée contre le peuple"; "une armée contre le droit de l'homme"; "une armée contre les démocrates", etc. Ils concluent que l'armée est détournée de son vrai rôle qui serait de "défendre la patrie", une armée "garante des droits de l'homme et de la démocratie", etc.

Quel mensonge que tout ce discours sur les prétendus rôles de l'armée. Mais faut-il s'étonner d'entendre tous ces politiciens bourgeois de l'opposition tenir de tels discours? Ne sont-ils pas après tout que de vulgaires politiciens de la bourgeoisie ayant pour rôle de tromper les exploités? Parce que l'armée, quant à elle, quel que soit le pays, n'a qu'un seul rôle

principal: défendre la classe des riches contre la classe des pauvres. Parce que, en définitive, sur cette terre il y a deux catégories d'hommes: les riches et les pauvres. Les premiers détiennent entre leurs mains le pouvoir économique et politique. Ils tirent leurs richesses de l'exploitation des seconds. Pour imposer cette exploitation, ils ont besoin d'une force de répression capable d'étouffer toute tentative de révoltes des pauvres contre cette domination des riches, contre cette exploitation. Voilà quel est le vrai rôle de l'armée. Voilà la raison pour laquelle la bourgeoisie entretient des forces armées. Ce n'est pas seulement vrai pour la Côte d'Ivoire mais pour tous les pays du monde, parce que toute la société actuelle, dans le monde entier, est basée sur l'exploitation et l'injustice.

Ces braves gens de l'opposition ont exprimé leur souhait d'une armée garante de la démocratie, des droits de l'homme, protectrice des veuves et des orphelins, toute douce et toute gentille, etc. Oh que le monde serait beau si c'était le cas ! Mais voilà, ce n'est pas le cas. Et nos braves gens oublient de nous donner le mode d'emploi pour transformer les suppôts armés de trente ans de dictature ouverte - et de deux ans de dictature déguisée - les assassins de tant d'oppositionnels ou de tant de petites gens, les violeurs des étudiantes de Yopougon en armée angélique et démocratique. S'ils ne nous livrent pas le mode d'emploi, ce n'est pas qu'ils soient bêtes - encore qu'ils ne sont pas bien malins - mais parce que ce mode d'emploi n'existe

pas. Parce que l'armée est là pour autre chose. Pour maintenir l'ordre. Pour taper sur les pauvres. Elle est là pour cela partout. Seulement, plus le pays est pauvre, plus les contradictions sociales sont visibles, plus le rôle répressif de l'armée se voit.

Est-ce qu'une armée vraiment démocratique est-elle impossible ? Non, mais ce n'est possible que si l'armée n'est pas un appareil spécialisé, monopolisant les armes, mais le peuple, c'est-à-dire les classes pauvres en armes. Cela veut dire, dissolution de la hiérarchie, licenciement du corps des officiers, suppression des casernes, formation et entraînement militaire pour tous sur leur lieu de travail, armes sous le contrôle des ouvriers dans les villes, déposées dans les entreprises, et sous le contrôle des paysans pauvres dans les campagnes. Pour défendre le pays, il n'y a pas mieux. Mais cette force militaire-là ne pourrait pas être utilisée, comme elle l'est d'habitude, non point contre l'étranger (quel pays étranger a jamais menacé la Côte d'Ivoire, mis à part l'impérialisme français mais dont "notre" armée ne nous a jamais protégés.) mais contre la population pauvre et dans l'intérêt d'une poignée de riches.

La seule armée qui puisse être "démocratique" c'est le peuple en armes. Mais il y a au moins un point sur lequel Houphouët et Gbagbo sont d'accord: ni l'un, ni l'autre ne voudrait, au grand jamais, de quelque chose qui ressemble à cela !

RENFORCEMENT DE L'ARSENAL JURIDIQUE

Le 20 Juillet, à l'Assemblée nationale, les députés du PDCI ont adopté à l'unanimité le "projet de loi portant sur la répression de certaines formes de violence".

A la suite de la fameuse "marche du 18 février", le gouvernement, ayant constaté qu'il n'a pas prévu de loi pour réprimer tout "dérapage" d'une manifestation autorisée, a adopté pour la circonstance une "ordonnance".

Mais finalement, cette procédure d'urgence n'a pas été appliquée contre les

organisateur de la manifestation de février. "La loi n'a pas d'effet rétro-actif", explique un membre du gouvernement. (Mais cela n'a pas empêché, soit dit en passant, les autorités de réprimer ceux qui ont été arrêtés au cours de cette manifestation.) Alors pour ne pas être pris au dépourvu par d'autres manifestations de ce genre, l'Assemblée nationale a adopté le projet d'une nouvelle loi qui porte bien son nom.

Qui a dit que la justice sert à autre chose qu'à défendre "les personnes et les biens". Ceux des riches, bien entendu.

A PROPOS DE L'"ACTUALITE VUE PAR..."

ADIAFFI

Dans la rubrique "l'actualité vue par...", parue dans un récent numéro du quotidien Ivoir'Soir, l'écrivain et philosophe Jean-Marie Adiaffi a commenté "l'actualité internationale". Il a dit notamment: Haïti, "indépendant" depuis 1804, "est en pleine faillite". Il en est de même pour le Libéria qui "a été fondé en 1847" ou encore pour l'Ethiopie.

Alors Adiaffi en conclut que "l'explication c'est la dictature", c'est le fait qu'"on n'a jamais donné la parole au peuple". Un peu plus loin Adiaffi se pose la question de savoir pourquoi il en est ainsi; quelle est la cause de ces "dictatures"? La raison qu'il avance est simple: "le rapport du noir avec le pouvoir, caractérisé par la malhonnêteté et la mauvaise foi". En un mot: "le noir est mauvais".

Le moins qu'on puisse dire est que, surtout pour un

"philosophe", son "explication" est quand même un peu courte. Si le problème de la dictature se ramène à une question de couleur de peau noire, alors l'Afrique noire ne pourra jamais espérer avoir des libertés démocratiques. Adiaffi étant "noir" lui-même, il est donc (selon sa propre logique) "malhonnête" et "de mauvaise foi"; et il n'y a rien à attendre de lui non plus.

Etant donné que c'est en Occident que se trouve la quasi totalité des pays dits démocratiques, Adiaffi en arrive à croire qu'il y a des libertés démocratiques là-bas parce que les dirigeants sont blancs. Selon son raisonnement, il ne voit pas d'issue pour l'Afrique sans les blancs. Dans ce cas, il a la mémoire courte. Car pendant la période coloniale, c'est des blancs qui ont dirigé ce continent pendant plus d'un demi-siècle. Alors pour lui, le

régime colonial serait-il un régime démocratique? Après l'indépendance, l'Afrique aurait-elle le monopole de la dictature? Adiaffi devrait regarder un peu du côté de l'Afrique du sud, du Maroc, de la Bolivie, du Chili, de l'Irak, de l'Arabie Saoudite, etc, où les noirs ne sont pour rien dans l'existence d'une dictature féroce.

Adiaffi continue plus loin son "analyse" ou plutôt sa divagation sur la nécessité d'un "gouvernement d'union, de coalition ou de transition...dans l'intérêt supérieur de la nation". En quoi la formation d'un tel gouvernement apporterait un peu plus de liberté dans ce pays? Il est vain de chercher à trouver la moindre cohérence dans l'"actualité vue par" Adiaffi.

Le fait qu'il n'existe des libertés démocratiques que dans les pays riches n'est pas le fruit d'un hasard. Dans ces pays, le formidable développement du capitalisme a entraîné des bouleversements économiques,

sociaux et politiques. Il y a eu des grèves de grande ampleur, des luttes sociales parfois sanglantes et même des révolutions.

Il y a donc eu d'une part toutes ces luttes menées par les classes pauvres, notamment le prolétariat. Et d'autre part, il y avait aussi le fait que, la bourgeoisie de ces pays a concentré dans ses mains des richesses fabuleuses en pillant et en exploitant les peuples du monde entier, et qu'elle avait par conséquent les moyens d'accorder quelques avantages sociaux et politiques à ses exploités -pour atténuer les tensions sociales.

Voilà pourquoi il y a quelques libertés démocratiques dans ces pays, et aucune dans les pays pauvres.

Ce n'est que par leurs luttes conscientes et organisées que les pauvres d'Afrique et d'ailleurs mettront fin à la dictature et bâtiront, sur les ruines de celle-ci, un régime conforme à leurs aspirations.

UNE LEÇON DE "DEMOCRATIE" INACHEVÉE

Les "démocrates" aiment bien donner une leçon de "démocratie" à leurs compères du PDCI. Il n'y a pas longtemps, ils ont dit que le PDCI ne sait pas ce que le mot "démocratie" veut dire, alors que ce mot existait déjà il y a de cela 2000 ans en Grèce. Ce mot, ont-ils rappelé, signifie d'ailleurs en grec littéralement "le pouvoir du peuple".

Oui, dans la Grèce (ou Rome) antique, la démocratie existait déjà. Mais ce que nos "démocrates" ont oublié de dire, c'est que cette démocratie ne

reposait pas moins sur un système basé sur l'esclavage. En effet, dans l'Antiquité, l'esclave n'était pas considéré comme un homme, mais tout simplement comme une propriété au même titre qu'un objet quelconque. Il n'avait que des devoirs. Il ne pouvait prétendre à aucun droit. Pire, il avait même moins de valeur que du bétail. Seuls, les maîtres d'esclaves (qui formaient une petite minorité) avaient tous les droits, y compris -le droit de vie et de mort sur les esclaves.

Nous voyons donc que cette fameuse démocratie était une démocratie esclavagiste, c'est-à-dire une démocratie qui permettait à une poignée d'hommes libres d'opprimer et d'exploiter féroce-ment un grand nombre d'esclaves. Et ce n'est pas un hasard si nos "démocrates" ont passé sous silence cet aspect fondamental. Car ils savent bien que, tout comme à l'époque de l'esclavage la démocratie n'avait de sens que pour les maîtres d'esclaves, à notre époque la démocratie bourgeoise n'a un contenu réel que pour les riches. C'est cette démocratie-là que nos "démocrates" revendiquent. Et ils cachent aux pauvres le fait que la démocratie bourgeoise, comme son nom l'indique, est conçue par les riches pour défendre leurs intérêts et leurs droits.

Dans la société actuelle, que voyons-nous? D'un côté les prolétaires, ces esclaves modernes, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail à vendre pour survivre. Pour s'enrichir sur le dos du prolétaire, le bourgeois réduit celui-ci à un état de misère et le condamne à vendre sa force de travail à un prix si dérisoire qu'il est le plus souvent obligé de marcher des kilomètres pour se rendre au travail. Il ne peut pas se soigner, ni se nourrir convenablement. Il n'est pas respecté; sa dignité est chaque jour bafouée par les riches. Sa maison est un taudis où il manque le plus souvent des choses élémentaires telles que l'eau courante et l'électricité -et cela, à une époque où l'homme a fait des progrès techniques et scientifiques fantastiques dans tous les domaines. Mais il ne faut pas s'en étonner, parce que dans la société actuelle qui est celle des riches, tous ces

progrès réalisés, comme tout le reste, ne profitent qu'à ceux-ci. Depuis l'antiquité, la société divisée en exploités et exploités, en oppresseurs et opprimés, a certes évolué. Mais elle n'a fait que changer de forme d'exploitation. Elle repose toujours sur les mêmes injustices et inégalités sociales.

C'est pourquoi, il ne suffit pas que le pouvoir d'Etat passe des mains du PDCI à celles du FPI ou du PIT, ou encore à celles d'un gouvernement d'union "nationale" (formé de ces trois partis) pour qu'il y ait un véritable changement.

Pour qu'il y ait de véritables libertés démocratiques, pour qu'il y ait une réelle amélioration des conditions de vie pour les populations pauvres de ce pays, il faut d'abord renverser le pouvoir des riches et mettre à sa place un gouvernement des pauvres. Il faut arracher des mains des riches toutes les richesses qu'ils ont volées et pillées, pour une plus juste répartition entre tous les membres de la société.

Mais pour cela, les travailleurs doivent faire confiance à eux-mêmes, à leur capacité de s'organiser politiquement, à leur combativité, en un mot, à la force sociale que constitue leur classe qui est la seule classe capable de débarrasser la société actuelle de toutes formes d'exploitation et d'oppression. Alors la démocratie aurait enfin un contenu réel, le pouvoir des pauvres (qui forment une majorité écrasante) exercé et contrôlé par eux-mêmes.

CASAMANCE :
**UNE LUTTE POUR LE
REPARTAGE DU GATEAU**

Le 1er septembre dernier, en Casamance (dans le sud du Sénégal), des affrontements sanglants entre troupes gouvernementales et partisans du "Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance" (MFDC) ont fait 52 morts et 69 blessés, selon les chiffres officiels. Ce n'est pas la première fois que de tels affrontements ont eu lieu dans cette région, mais c'est la première fois qu'ils ont pris une telle ampleur meurtrière.

Les dirigeants du MFDC revendiquent l'indépendance de la Casamance, parce que, selon eux, cette région considérée comme "le grenier à riz" du Sénégal, a été marginalisée par les "nordistes" qui monopolisent tous les postes administratifs locaux et dépouillent les Casamançais de leurs terres.

Face à ces revendications, le gouvernement sénégalais -au nom de la sacro-sainte "intégrité territoriale" et de la nécessité d'affirmer "l'autorité de l'Etat" sur l'ensemble du territoire- n'a pas hésité à arrêter, torturer, assassiner des membres et sympathisant du MFDC. Cette répression aveugle accroît le sentiment d'oppression de la population locale et risque de transformer ce conflit qui dure depuis plusieurs années en une véritable guerre civile.

Nous, communistes et internationalistes, sommes pour le droit du peuple à disposer de

lui-même -y compris celui de se séparer s'il le souhaite. Mais en même temps nous sommes pour une vaste communauté où des peuples de différentes ethnies et religions peuvent vivre en harmonie. Une telle coexistence n'est possible que dans une société basée sur une grande liberté et débarrassée de toutes formes d'exploitation et d'oppression. C'est bien parce qu'il n'y a pas de justice sociale, pas de véritable démocratie, pas d'égalité entre les ethnies, que la population casamançaise se sent opprimée. Et si elle veut se séparer, si elle veut une liberté plus grande, cette aspiration est tout à fait légitime.

Mais ce n'est pas pour la satisfaction de ces sentiments légitimes que lutte le MFDC. Ce mouvement nationaliste s'appuie seulement sur ces sentiments pour défendre une politique qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs et de petits paysans. Les dirigeants du MFDC revendiquent essentiellement le droit d'administrer eux-mêmes la Casamance et, pour avoir le soutien d'une large partie de la population locale, ils parlent aussi du respect des traditions locales (culturelle, religieuse et linguistique). Mais leur lutte ne cherche nullement à mettre fin à l'exploitation capitaliste ni à l'oppression.

Il est significatif que quand leur démagogie n'a pas

de prise sur les populations de Casamance, ils font volontiers usage de la force contre des villages et des familles qui ne sympathisent pas avec leur mouvement. Ils n'hésitent pas à prendre en otage des petits paysans qui ne les aident pas financièrement ou qui ne soutiennent pas leur lutte "indépendantiste". D'ailleurs cette lutte n'est peut-être pour les dirigeants du MFDC qu'un moyen de pression pour obliger les autorités sénégalaises à leur accorder quelques privilèges et postes administratifs. C'est ainsi qu'en 1991, ils ont signé un "accord de coordination" avec le gouvernement de Diouf. Aujourd'hui, si le conflit armé s'est rallumé, c'est

vraisemblablement parce qu'une fraction du MFDC s'est estimée lésée par cet accord et qu'elle voudrait faire monter les enchères.

Les masses pauvres n'ont donc aucun intérêt à suivre ces dirigeants nationalistes qui cherchent à les tromper pour satisfaire leurs intérêts égoïstes. Si elles doivent se battre, elles ont tout intérêt à s'organiser et à diriger elles-mêmes leurs luttes contre l'oppression et la misère. C'est le seul moyen d'éviter que des gens -appartenant à leur ethnie ou non- ne se servent de leurs luttes et de leurs sacrifices pour parvenir à des fins personnelles.

OMVS : A QUI PROFITERONT LES TRAVAUX QUI ONT COUTE DES MILLIARDS ?

Pour la première fois depuis octobre 1987, les trois chefs d'Etat (Sénégal, Mauritanie, Mali) se sont réunis dans le cadre d'un sommet de l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal). Cet organisme qui est sensé coordonner les actions communes entre les trois pays riverains du fleuve Sénégal pour lutter contre la désertification et pour tirer profit, en commun, des ressources hydrauliques du fleuve, a été mis en veilleuse à la suite du conflit d'Avril 1989 entre le Sénégal et la Mauritanie.

ressortissants mauritaniens qui voudraient retourner en Mauritanie pour rendre visite à leurs familles ne peuvent pas le faire librement. Les autorités mauritaniennes exigent d'eux la possession d'une certaine somme d'argent pour avoir le droit d'entrer en Mauritanie.

Depuis quelques mois les relations entre ces deux pays semblent être en voie de "normalisation". Les dirigeants de ces deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises. Les frontières qui étaient complètement fermées depuis les affrontements, sont de nouveau ouvertes, mais au compte-gouttes. C'est ainsi que, par exemple, les

Durant ces années, les projets de l'OMVS, qui ont déjà engouffré une bagatelle de 196 milliards de FCFA, ont été mis de côté. Et pourtant les échéances de remboursement des ces dettes commencent cette année. Deux barrages ont déjà été construits, l'un à Diama au Sénégal, et l'autre à Manantali, au Mali. Un projet de construction d'une centrale hydraulique à Manantali est en cours. Mais suite aux désaccords entre le Sénégal et la Mauritanie sur le tracé des lignes électriques, ce projet a été retardé. Il semblerait qu'un accord de dernière minute soit

intervenu entre les deux pays.

Chacun des dirigeants des pays membres de l'OMVS chante les vertus de ces grands travaux. Ils disent que les premiers bénéficiaires seront les populations riveraines du fleuve. Ce qu'on peut déjà dire, c'est que ces travaux ont déjà rapporté des milliards de francs CFA de bénéfices aux dirigeants des compagnies de travaux publics, notamment à des groupes français.

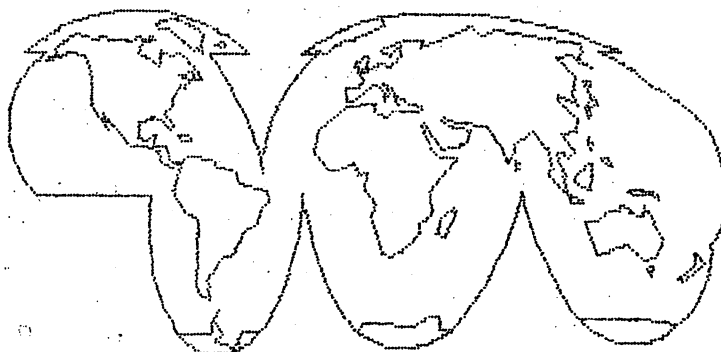
Les populations paysannes riveraines du fleuve, elles, n'y ont vu que les inconvénients. Les meilleures terres, celles qui pouvaient bénéficier des canaux d'irrigations, ont été cédées à des sociétés agro-alimentaires. Les petits paysans qui possèdent des terres irrigables, n'ayant pas les moyens de payer des infrastructures d'irrigation, ont été contraints de vendre leurs terres aux plus offrants. Certains, notamment dans la Région du Fleuve, ont été expulsés de leur terre en échange d'un petit lopin qu'ils ne pourront de toutes façons pas travailler faute de moyens financiers.

Les dirigeants disaient, il y a cinq ans, que des centaines de milliers d'hectares de terres

allaient être irrigués. Rien que sur la rive droite du fleuve, on prévoyait une superficie totale de 126.000 hectares de terre irriguées. Aujourd'hui on n'atteint même pas les 30.000 hectares. Pour un petit paysan qui aurait la chance d'avoir une terre irrigable, le coût des travaux reviendrait entre 400.000 et 600.000 ouguiyas par hectare (c'est-à-dire entre 1,35 et 2 millions de FCFA). Quel est le petit paysan qui pourrait déboursier une telle somme ? Autant dire que les barrages ne serviront qu'à transformer les petits paysans en ouvriers agricoles des grandes sociétés ou des paysans très riches.

Ce sera la même chose pour la production de l'électricité. Qui va bénéficier de celle-ci ? Les usines de phosphate entre autres; mais certainement pas les populations pauvres qui n'auront jamais la possibilité de se payer un branchement électrique chez elles. Par contre comment les Etats vont-ils rembourser les sommes englouties dans ses travaux ? En faisant supporter aux populations laborieuses des conditions de vie encore plus difficiles.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.